

*Allocution radiotélévisée, 25 avril 1969, Charles de Gaulle.*

*[A la veille d'un référendum sur une réforme de l'État, Charles de Gaulle, Président de la République, s'adresse au peuple français.]*

Françaises. Français,

Vous, à qui si souvent j'ai parlé pour la France, sachez que votre réponse dimanche va engager son destin parce que d'abord il s'agit d'apporter à la structure de notre pays un changement très considérable. **[Début de la dictée]** C'est beaucoup de faire renaître nos anciennes provinces, aménagées à la moderne sous la forme de régions; de leur donner les moyens nécessaires pour que chacune règle ses propres affaires tout en jouant son rôle à elle dans notre ensemble national; d'en faire des centres où l'initiative, l'activité, la vie s'épanouissent sur place. C'est beaucoup de réunir le Sénat et le Conseil économique et social en une seule assemblée, délibérant par priorité et publiquement de tous les projets de loi au lieu d'être - chacun de son côté -- réduits à des interventions obscures et accessoires. C'est beaucoup d'associer la représentation des activités productrices et des forces vives de notre peuple à toutes les mesures locales et législatives concernant son existence et son développement.

Votre réponse va engager le destin de la France, parce que la réforme fait partie intégrante de la participation qu'exige désormais l'équilibre de la société moderne. La refuser, c'est s'opposer dans un domaine essentiel à cette transformation sociale, morale, humaine, faute de laquelle nous irons à de désastreuses secousses. L'adopter, c'est faire un pas décisif sur le chemin qui doit nous mener au progrès dans l'ordre et dans la concorde, en modifiant profondément nos rapports entre Français.

Votre réponse va engager le destin de la France, parce que, si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, solennellement,

sur ce sujet capital et quels que puissent être le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, détiennent l'avenir de la patrie, ma tâche actuelle de chef de l'État deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions. [Fin de la dictée]